

YANN COATANLEM

Directeur général de DataCore Innovations LLC, président du Club Praxis

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Yann Coatanlem, je viens à vous en dernier. Merci pour vos réflexions.

Yann Coatanlem, directeur général de DataCore Innovations LLC, président du Club Praxis

Merci Masood. Je pense que nous pouvons tous rêver d'un nouvel ordre économique, mais si nous voulons vraiment construire une nouvelle organisation multilatérale dynamique, nous devons remplir, à mon avis, deux conditions, comme franchement dans toute négociation diplomatique. La première consiste à définir des avantages mutuels clairs, et la seconde consiste à avoir des acteurs forts et égaux.

Permettez-moi de développer un peu cela. Comment pouvons-nous obtenir des avantages mutuels ? Je pense qu'une partie du problème auquel nous sommes tous confrontés est que, d'une certaine manière, nous avançons à l'aveuglette. Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations pour évaluer, par exemple, l'ampleur des dommages que les pays et les entreprises s'infligent les uns aux autres et à la société dans son ensemble. En d'autres termes, nous devons mieux comprendre et atténuer les externalités.

Ce que j'entends par externalité, nous avons tous utilisé ce mot, c'est tout ce qui perturbe l'égalité des chances entre les individus, les entreprises et les pays. Permettez-moi de vous donner deux exemples concrets de ce que je considère être des objectifs réalisables avec, espérons-le, suffisamment de consensus.

Le premier consiste à freiner la concentration excessive du pouvoir des entreprises un peu partout dans le monde. On a beaucoup parlé des inégalités, et je pense que c'est là le centre du problème. Il y a des raisons d'être optimiste. Les pays de l'OCDE, comme vous le savez, ont déjà instauré un impôt minimum sur les sociétés. Je pense que le défi consiste désormais à aborder la question de l'optimisation fiscale et, en particulier, des mécanismes de prix de transfert.

Comme vous le savez, le gouvernement américain étudie cette question très sérieusement. Microsoft a reçu une amende très importante il y a à peine une semaine. Pour mettre les choses en perspective, on estime que 1 000 milliards de dollars de bénéfices des entreprises sont placés chaque année dans des paradis fiscaux. C'est une somme d'argent considérable et je pense que nous devons faire davantage dans ce domaine. Encore une fois, les gouvernements devraient avoir des intérêts mutuels car cela représente plus d'argent à mettre leurs coffres.

Le deuxième point que je voudrais souligner, dans le domaine du changement climatique, c'est que la démondialisation rend plus difficile la réalisation de nos objectifs de décarbonation

au lieu de les faciliter. Pour illustrer ce point – quelqu'un a parlé du rapport de l'OMC qui a été publié la semaine dernière – une statistique intéressante est qu'ils ont examiné les panneaux solaires, par exemple, au cours des 30 dernières années environ et, comme vous le savez, il y a eu une énorme diminution des coûts, et les économistes de l'OMC ont pu évaluer que 40 % de la baisse des prix des panneaux solaires était due aux économies d'échelle obtenues grâce au libre-échange international. Par conséquent, si nous ne disposons pas de ce type d'efficacité économique, nous avons encore moins de chances d'atteindre nos objectifs de décarbonation.

C'est le premier point concernant la détermination d'intérêts mutuels forts, même si nous ne voulons pas qu'il y en ait trop, afin de ne pas nous laisser distraire. Cela n'est pas sans rappeler un quelconque exercice diplomatique.

La deuxième condition est d'avoir des acteurs forts. Nous avons parlé du PIB ce matin et de la façon dont le tableau semble effrayant pour l'Europe. En réalité, le PIB en Europe en termes de PPA, ou plus simplement ajusté au coût de la vie, n'est que de 4 % inférieur à celui des États-Unis. Et si l'on considère les chiffres par habitant, l'Europe se trouve en fait dans une meilleure situation aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 20 ans. Il faut donc mettre les choses en perspective.

Cependant, nous sommes aujourd'hui. L'avenir s'annonce très sombre pour l'Europe, car elle passe à côté de la révolution technologique. Une statistique très révélatrice : en Europe, les entreprises privées investissent environ 50 milliards de dollars par an dans la recherche et le développement technologiques ; aux États-Unis, c'est cinq fois ce montant, soit environ 250 milliards de dollars ; et la Chine, partie de zéro il y a 15 ans, se situe désormais bien au-dessus de l'Europe.

Avec moins de puissance économique, le problème pour l'Europe sera de savoir comment elle peut être pertinente sur la scène internationale tout en continuant d'influencer le monde.

Le deuxième acteur faible, pour des raisons complètement différentes, sera les marchés émergents. Premièrement, nous devons être plus équitables dans l'évaluation des externalités (par exemple en tenant compte de la dimension dans le temps des émissions de carbone). Deuxièmement, nous avons besoin d'une répartition plus mondiale des investissements dans le changement climatique.

Masood Ahmed

Merci beaucoup.